

LA RÉPUBLIQUE GÉORGIENNE

Rédacteur en chef: Elisabeth Orbéliani.

Revue politique et littéraire.—Hebdomadaire.—Tiflis.

Les Bolshéviki et les peuples du Transcaucase.

La seconde note du Commissaire des Affaires Etrangères de la Russie des Soviets, adressée au Gouvernement de la Géorgie, ne diffère pas, au fond, de sa première note. C'est le même ton arrogant, le même souci d'entraîner la Géorgie dans la sphère des intrigues bolshévistes et internationales, le même refus de compter avec la volonté du peuple géorgien. Mais la nouvelle note de Tchitchérine contient, en outre, toute une série d'attaques calomnieuses contre le gouvernement de la Géorgie. Le chef diplomatique du gouvernement qui a livré son pays aux agents de Guillaume, ose accuser le gouvernement géorgien de favoriser l'impérialisme allemand. Il sait parfaitement que bien que livrée aux hordes turques, pas une fois la Géorgie, dans ses rapports avec les Allemands et les Turcs, n'a dévié de son principe de neutralité. Le Ministre qui, à Brest-Litovsk, a livré le Transcaucase à la Turquie, ose accuser le gouvernement géor-

gien de „sentiments amicaux envers l'hostilité de l'impérialisme Turc“. Il fait semblant d'ignorer la lutte héroïque que la Géorgie a soutenue contre les Turcs et les efforts désespérés qu'elle a faits pour défendre le Transcaucase, abandonné par les troupes bolshévistes. La note du Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie donne une digne réponse aux calomnies de Tchitchérine, et il est inutile de perdre du temps à s'y arrêter.

Mais voici le point intéressant. En même temps que sa note à la Géorgie, Tchitchérine en adresse une à l'Azerbaïdjan. Dans cette note ne percent ni suffisance insultante, ni menaces; les accusations même contre le gouvernement d'Azerbaïdjan sont formulées dans un esprit de douce conciliation. La note finit en exprimant l'espoir que le gouvernement des Soviets parviendra à conclure une entente avec l'Azerbaïdjan. Evidemment, n'espérant pas parvenir à tromper la Géorgie, mais pensant utiliser les dispositions religieuses des masses musulmanes de l'Azerbaïdjan, Tchitchérine espère l'entraîner dans la sphère d'intrigues de son allié Enver-Pacha. Mais en cela



ქართული
საზოგადოებრივი

aussi, le Commissaire aux Affaires Etrangères se trompe. La réponse du gouvernement de l'Azerbaïdjan est identique à celle du gouvernement géorgien.

Les peuples de la Transcaucasie ne désirent pas servir d'instruments à une politique étrangère quelconque. Ils ignorent les plans et les desseins du pouvoir des Soviet. Ils veulent vivre indépendants dans les limites de leurs Etats.

Et c'est contre cette volonté des peuples du Transcaucasie que viendront se briser tous les efforts des politiciens de la Russie de Soviet, pour porter atteinte à leur liberté.

Note adressée par Tchitchérine, Commissaire National aux Affaires Etrangères des Soviet, au Ministre Guéguetchkori.

Le 6 Février. Le Ministre des Affaires Etrangères de la République géorgienne E. P. Guéguetchkori a reçu le radiotélégramme suivant: „C'est avec la plus extrême surprise que la Russie des Soviet a pris connaissance des arguments par lesquels le gouvernement de Guéguetchkori justifie son refus de participer à une action commune contre l'implacable ennemi des masses laborieuses russes et géorgiennes, contre le général Dénikine et ses compagnons. Le gouvernement de Guéguetchkori sait évidemment fort bien que Dénikine et l'armée volontaire en général ont pour but de rétablir l'ancienne Russie une et indivisible centralisée, en opprimant tous les peuples qu'elle renferme, y compris la Géorgie. La Russie des Soviet peut-elle admettre comme sincère l'excuse qui prétend que les masses populaires de la Géorgie sont indifférentes et étrangères à la question de la lutte entre Dénikine, partisan de la restauration de l'ancien régime, et la Russie des Soviet qui préche inlassablement les droits des masses laborieuses de tous pays, conformément au principes du droit qu'ont les peuples de statuer librement sur leur sort. Néanmoins le principe de s'en laver les mains, que le

gouvernement de Guéguetchkori a adopté dans la question de cette lutte, n'a pas été appliqué par lui alors que certains détachements de l'armée des Soviet, du Caucase du Nord, battant en retraite devant les forces supérieures de l'armée volontaire, cherchèrent un refuge sur le territoire géorgien où ils furent capturés et honteusement livrés aux bourreaux de Dénikine par les agents du gouvernement de Guéguetchkori.

Soutenant d'abord de toutes ses forces l'impérialisme allemand au moment où il menaçait de rétablir en Russie l'ancien régime, et conservant en même temps des relations amicales avec l'hostile impérialisme turc, jusqu'à offrir des félicitations officielles au gouvernement turc après l'insurrection de Bacou l'année dernière et l'in vraisemblable catastrophe sanglante; formant cette année une base pour l'impérialisme anglais, grâce à ses agents Dénikine, Koltchak et Ioudénitch qui essayèrent, en vain, de noyer dans le sang la Révolution Russe, le gouvernement de Jordania et de Guéguetchkori ont systématiquement suivi une politique qui consistait, non pas à s'en laver les mains, mais à conclure une alliance avec les forces contre-révolutionnaires qui menaçaient l'existence même de la classe des ouvriers et des paysans en Russie. Et maintenant, au moment même où dans son radiogramme adressé au gouvernement des Soviet, le gouvernement de Guéguetchkori se pose en spectateur indifférent dans la lutte contre les derniers partisans de l'idée du rétablissement de l'ancienne Russie despotique, c'est ce même gouvernement qui mène des pourparlers avec Churchill et avec Foch pour faire servir la Géorgie comme nouvelle base à des attentats contre les ouvriers et les paysans de Russie. Si le gouvernement de Guéguetchkori exprime en même temps l'espoir de parvenir, en fin de compte, à établir, avec la République des Soviet, des relations de bon voisinage, il agit véritablement dans un tout autre ordre d'idées, menant des pourparlers avec ceux qui n'ont pas encore mis bas les armes devant la Russie des Soviet.

Le gouvernement des Soviet a pour objectif d'établir de solides relations pacifiques avec tous les peuples et la lutte qu'il soutient a un caractère purement défensif; il a démontré assez clairement qu'il tient au principe du droit qu'ont les masses laborieuses de tous les peuples de statuer librement sur leur sort. Il s'efforce, non pas de recevoir des assurances verbales qui ne correspondent pas aux faits mais de créer véritablement des relations pacifiques de bon voisinage. Si le Gouvernement de Guéguetchkori veut vraiment partager notre point de vue, il dépend de lui avant tout de le prouver en cessant de fournir le soutien qu'il donne aux ennemis de la Russie des Soviet, en refusant les forces armées offertes par l'Entente pour lutter contre la République des Soviet, en s'opposant au débarquement des troupes Britanniques sur le territoire géorgien et en prenant une part directe et active dans la lutte contre l'ennemi commun des masses laborieuses de la Russie et de la Géorgie.

Le Commissaire national aux Affaires Etrangères: **Tchitchérine**.

(Du bureau d'information du Ministère des Affaires Etrangères.

Le Ministère des Affaires Etrangères avait l'intention de publier la note précitée de Tchitchérine en même temps que la réponse du Gouvernement géorgien, mais, malheureusement, l'Agence télégraphique de Bacou, sans que nous en fussions avertis, a publié cette note avec un texte incomplet. Nous publierons ces jours-ci la réponse du Gouvernement).

Réponse de E. P. Guéguetchkori, Ministre des Affaires Etrangères de la Géorgie, à la note de Tchitchérine, Commissaire National aux Affaires Etrangères des Soviet.

Tiflis, 7 Février.—Le Ministre des Affaires Etrangères de la République Géorgienne, E. P. Guéguetchkori a envoyé le 7 Février à Moscou, à Tchitchérine, Commissaire National aux Affaires Etrangères, la note

suivante: „Le gouvernement de la République Démocratique Géorgienne, en réponse à votre radiogramme du 31 Janvier, № 185, vous fait savoir que: le caractère et le contenu de ce radiogramme donnent au gouvernement géorgien toutes raisons de croire que le pouvoir des Soviet s'efforce de porter atteinte au prestige de la République Géorgienne, en se basant sur une série de communiqués mensongers dont je considère l'emploi comme inadmissible. Le „Sovnakorm, ne doit nullement ignorer qu'il y a un an, le gouvernement géorgien a ouvert les frontières de la République à de nombreux détachements de gardes rouges qui cherchaient à s'échapper à l'armée volontaire. Malgré l'acuité de la crise alimentaire que traverse la République, malgré les complications de la situation intérieure et extérieure du pays, enfin malgré l'attitude franchement hostile et agressive des bolshéviks du Caucase du Nord envers la Géorgie, le gouvernement de la République a donné l'hospitalité sur son territoire à 5000 gardes rouges de l'armée des Soviet, et a rempli, en cela, son devoir d'Etat neutre. Le gouvernement géorgien est extrêmement surpris de l'accusation qu'on lui jette, à savoir que la Géorgie aurait soutenu, de toutes ses forces l'impérialisme allemand et aurait entretenu des relations amicales avec l'impérialisme turc qui lui était hostile.

Quelle doit être l'évaluation morale et politique d'une semblable accusation, alors que tout le monde sait que le gouvernement des Soviet, au moment où les troupes bolshévistes, en pleine décomposition, abandonnèrent le front devant l'ennemi, livra, par le traité de Brest-Litovsk, à la cabale impérialiste allemande toute la Russie, ouvrit aux Turcs les portes du Transcaucase, leur remit les forteresses de ce pays—Batoum, Kars et Ardagan, frappant ainsi, dans le dos, les peuples du Transcaucase, épuisés par cette lutte inégale. Conscient de la responsabilité qui lui incombe pour chacune de ses paroles, le gouvernement géorgien peut déclarer, qu'au moment où son peuple était

menacé d'un danger mortel, le gouvernement, dans ses rapports avec les forces étrangères, n'a pas dévié de ses principes démocratiques et de l'entière défense de son indépendance. Le gouvernement géorgien repousse, de la façon la plus énergique, l'affirmation du radiogramme du „Narkom“ des Affaires Etrangères, qui prétend que la Géorgie mène actuellement des pourparlers avec les Puissances de l'Entente, dans le but d'une action agressive envers la Russie des Soviet. La République Géorgienne maintient et maintiendra des relations réciproques avec toutes les forces étrangères, conformément à la reconnaissance de son indépendance, au respect de sa liberté et à l'inviolabilité des frontières de la République; elle prendra les dispositions nécessaires pour sauvegarder les intérêts du peuple géorgien contre toute atteinte que tenteraient contre lui des forces hostiles.

Tant que le gouvernement des Soviet tentera de faire dévier la Géorgie de cette voie et de l'entraîner dans le cycle sanglant de sa politique intérieure et extérieure, tant que ses intentions à l'égard de la Géorgie resteront semblables à celles qui sont formulées dans le radiogramme du „Narkom“ des Affaires Etrangères, le gouvernement géorgien est fondé à dire que le pouvoir des Soviet met des obstacles artificiels à l'établissement de rapports de bon voisinage entre les deux peuples frères. Je déclare, au nom de mon gouvernement, que la République Géorgienne ne voit, de son côté, aucun empêchement à l'établissement de ces relations, et j'espère que le Gouvernement des Soviet, dans sa politique future, trouvera une langue acceptable pour le peuple géorgien.

Ministre des Affaires Etrangères: Guégue-tchkori, 7 Février 1920.

Note de Tchitchérine au Ministre des Affaires Etrangères de l'Azerbaïdjan F. Khan-Khoïsky.

Bacou. Au Ministre des Affaires Etrangères Khan-Khoïsky:

23 Janvier. Le gouvernement de la Rus-

sie des Soviet est obligé, à son grand regret, de constater que le radiotélégramme du ministre des Affaires Etrangères de l'Azerbaïdjan Khan-Khoïsky, en date du 14 Janvier, ne contient pas une réponse directe à la proposition de conclure, entre le commandement militaire russe et celui de l'Azerbaïdjan, une entente pour une action commune contre Dénikine. On peut trouver une réponse évasive d'abord dans la déclaration où le Ministre Khan Khoïsky dit que „le gouvernement de l'Azerbaïdjan a mené une lutte opiniâtre contre le général Dénikine“; ensuite dans le fait qu'il s'appuie sur le principe de non-intervention dans la vie intérieure d'un autre peuple. Malheureusement la première de ces déclarations ne correspond pas avec les faits universellement connus. Comme on le sait, il y a, à Bacou, un Etat-Major qui représente le haut commandement de l'armée volontaire, et cet Etat-Major a été victime d'un acte terroriste. Sous la direction d'un agent de Dénikine, Podchibiakine, aidé par les autorités de Bacou et des autres régions de l'Azerbaïdjan, on mobilisait les officiers russes pour les incorporer dans l'armée de Dénikine. Le Prince (?) Baratof se rendit à Bacou et à Tiflis en qualité de représentant de Dénikine. Oussoubékov, Ministre de l'Azerbaïdjan vint le voir et le Prince Baratof exigea que le gouvernement d'Oussoubékov prit part au blocus de la Russie des Soviet. Comme résultat des pourparlers avec les représentants de Dénikine, le Ministre Oussoubékov déclara officiellement, que la question des communications par poste et par voie ferrée était réglée dans les régions occupées par les volontaires. Comme on le sait, les troupes de Dénikine marchaient sur l'Azerbaïdjan, sans faire la moindre attention aux déclarations verbales des généraux anglais, qui avaient, soi-disant, établi, pour eux, une ligne de démarcation. Encore un autre fait: le commandement britannique avait établi une semblable ligne à cinq verstes au sud de Pétrovsk, alors que les troupes de Dénikine avaient atteint la rivière Samour et la troisième station de

Ialama. Au mois de Septembre, le commandement anglais reconnu l'occupation, par les troupes de Dénikine, du territoire s'étendant jusqu'à la rivière Samour, et ne donna à l'Azerbaïdjan aucune garantie pour l'avenir; néanmoins le gouvernement de Khan-Khoïsky se contenta d'adresser une note à Dénikine et au commandement britannique en s'abstenant de toute lutte contre le général du Tzar. Au moment du soulèvement des montagnards du Daghestan contre le général Dénikine, son représentant en Azerbaïdjan, le général Palitzine fit venir le ministre Oussoubékof et le menaça de mesures répressives; le gouvernement d'Oussoubékof tâcha de se justifier aux yeux des volontaires en empêchant les Daghestaniens de faire franchir à la frontière de l'Azerbaïdjan les armes qu'ils avaient reçues du gouvernement géorgien. On voit, d'une façon évidente, qu'il y a une étroite union entre le gouvernement d'Oussoubékof et celui de Khan-Khoïsky avec le commandement britannique et en général avec les forces armées de l'Angleterre, qui a pourtant toujours été la protectrice de Dénikine et qui lui a fait don de bateaux bien armés sur la Mer Caspienne, alors qu'elle n'a remis à l'Azerbaïdjan que les bateaux désarmés „Kars“ et „Ardagan“.

Selon les déclarations du Ministre Khan-Khoïsky, il ne ressort nullement que le gouvernement d'Oussoubékof et de Khan-Khoïsky ait l'intention de lutter contre le général Dénikine. L'indication contenue dans le radiotélégramme du ministre Khan-Khoïsky, et visant le principe de non-intervention dans la lutte qui se déroule en Russie, peut être considérée comme un refus de lutter contre Dénikine, si ses propres troupes n'attaquent pas Bacou. Le ministre Khan-Khoïsky pense-t-il vraiment que la lutte qui se déroule entre Dénikine et le pouvoir des Soviet ne concerne pas le sort d'Azerbaïdjan? Ignore-t-il que le programme de Dénikine et de tous les éléments groupés autour de lui est le rétablissement d'une Russie une et indivisible dans les limites de ses anciennes frontières et, entre autres, le complet

anéantissement de tout Azerbaïdjan indépendant, et l'impossibilité pour sa population et pour les autres peuples qui habitent son territoire d'émettre leur volonté. Est-ce un secret pour le ministre Khan-Khoïsky que la victoire de Dénikine marquerait simplement le retour du régime tsariste aussi bien dans les frontières de l'Azerbaïdjan. Le Ministre Khan-Khoïsky a sûrement reçu de nombreuses déclarations du gouvernement des Soviet reconnaissant aux masses laborieuses de tous pays le droit de statuer librement sur leur sort. Il n'ignore certes pas de nombreux faits réels qui prouvent que le pouvoir des Soviet a appliqué ce principe. Le gouvernement des Soviet, dès les premiers jours de son existence, a reconnu l'indépendance de la Finlande, et a déclaré, à maintes reprises, reconnaître l'indépendance de la Pologne. C'est lui qui, le premier, a proposé à l'Éthonie, aux Lettes et à la Lithuanie de commencer des pourparlers de paix, et qui a conclu avec l'Éthonie une entente, reconnaissant l'indépendance absolue de cette dernière. C'est lui qui s'est désisté de tous les anciens droits qui lui appartenaient et qui auraient pu, en quoi que ce soit, amoindrir l'entière indépendance des peuples de Perse, de Chine et de Mongolie. Le gouvernement des Soviet a reconnu une large autonomie aux Bachekirs, aux Kirguizes et aux autres peuples de l'ancien Empire Russe.

Déclarant encore une fois qu'il appliquera invariablement à l'Azerbaïdjan les principes généraux sur lesquels sont basées ses relations avec tous les autres peuples — le gouvernement russe est obligé actuellement de constater que la proposition qu'il avait faite d'une action commune contre le général Dénikine dont les visées sont mortelles pour l'indépendance de l'Azerbaïdjan, n'a pas trouvé d'écho auprès du gouvernement de Khan-Khoïsky.

Il maintient néanmoins sa proposition et espère que la démarche qu'il a entreprise ne restera pas vaine.

Commissaire National aux Affaires Étrangères: Tchitchérine.



Traité de Paix entre la Russie et l'Esthonie.

Moscou, 2 Février. — Le traité de Paix entre la Russie et l'Esthonie, signé à Iourief par les Représentants qualifiés: Ioffé et Goukofski, le 2 Février 1920, confirme et ratifie et charge le Commissaire national aux Affaires étrangères de porter cette ratification à la connaissance du Gouvernement Esthonien.

Le traité de paix avec l'Esthonie contient vingt articles. Conformément à ce traité la Russie reconnaît indiscutablement l'Autonomie et l'indépendance de l'Etat esthonien. Suit une nomenclature détaillée des frontières entre les deux Etats.

Au cours d'un an, à partir du jour de la ratification du traité, des personnes, d'origine non-esthonienne, vivant sur le territoire de l'Esthonie, et atteignant l'âge de 18 ans, ont le droit de choisir la nationalité russe.

De même, des personnes d'origine esthonienne, habitant la Russie, peuvent prendre la nationalité esthonienne. Au cas où le Golfe de Finlande serait soumis à une neutralisation internationale, les deux parties contractantes s'engagent à adhérer à cette neutralisation, suivant les conditions élaborées avec la participation des Etats intéressés. Les deux parties s'engagent à refuser le séjour de leur territoire à des troupes quelconques, sauf aux troupes du Gouvernement ou à celles des Etats amis, si ces derniers ne sont pas de fait en état de guerre avec une des parties contractantes; — à refuser aussi dans les limites de leur territoire le recrutement et la mobilisation de l'effectif personnel dans les rangs de l'armée d'Etats semblables, ainsi que l'organisation de groupes qui ont pour but une lutte armée avec une des parties contractantes. Les deux parties se désistent réciproquement de tout dédommagement pour leurs dépenses militaires ainsi que pour les dégâts causés par la guerre. Les prisonniers de guerre des deux pays doivent être rapatriés dans le plus bref

délai. La Russie refuse qu'on lui rende ou qu'on la dédommage pécuniairement pour les biens d'Etats russe qui se trouvent sur le territoire esthonien. L'Esthonie, de son côté, n'émettra aucune prétention envers la Russie pour l'acte qui la comprenait autrefois comme faisant partie de l'ancien Empire russe. La Russie paye à l'Esthonie quinze millions de roubles en or, dont huit millions dans le délai d'un mois, et les sept autres millions, dans le délai de deux mois, à partir du jour de la ratification du traité de paix. L'Esthonie n'est responsable d'aucune dette de la Russie, en égard au paiement des obligations de valeurs russes qui se trouvent en Esthonie et n'a nullement à satisfaire les réclamations que les sujets esthoniens adressent au Trésor russe. La Russie s'engage à reconnaître à l'Esthonie et aux sujets esthoniens tous les sursis, droits et avantages qui seront accordés à n'importe quels Etats, sociétés ou établissements étrangers. La Russie restitue à l'Esthonie toutes les archives, documents et biens, qui sont pour l'Esthonie d'un intérêt scientifique ou historique, ainsi que toute espèce de valeurs, (excepté l'or et les pierres précieuses) les papiers de valeur, les titres de propriété, les lettres de change qui ont été évacués ou emportés d'Esthonie en Russie. La Russie déclare que le fait de conférer par le présent traité de paix, à l'Esthonie et à ses citoyens les sursis, droits et avantages, ne peut en aucun cas, et sous aucune condition servir comme précédent pour conclure la paix avec d'autres états formés sur le territoire de l'ancien empire russe. Les relations diplomatiques et consulaires entre l'Esthonie et la Russie seront fixées dans un délai prévu par l'entente. Les parties contractantes admettent qu'en concluant la paix, elles mettent fin à la guerre au point de vue économique et financier. En signant le traité de commerce, voici les principes suivants qui doivent être posés comme base: l'établissement, sur son territoire, des conditions les plus favorables pour les citoyens, les entreprises, les sociétés, les bateaux et leur



chargement, les productions du sol, les produits agricoles et industriels d'autre part, ainsi que sous le rapport de l'importation et de l'exportation de ces marchandises, sur le territoire de l'autre partie contractante. Les marchandises qui traversent le territoire d'une des parties contractantes, ne doivent être frappées, ni d'impositions, ni de tarifs de transit. La Russie consent à céder à l'Esthonie la priorité du droit de concession pour la construction d'une voie ferrée, et une concession forestière d'une superficie d'un million de déssiâtines dans les Gouvernements de Pétrograd, de Pscow, de Tver, de Novgorod, d'Olonetz, de Vologda et Arkhangel.

En Mer Noire.

(Lettre de Gagri).

Le 31 Janvier l'offensive des insurgés de la Mer Noire fut enrayée par des détachements arméniens et par un violent feu d'artillerie de l'armée volontaire. Néanmoins les rebelles parvinrent, vers le soir, à occuper Matsé. Le lendemain matin, ils avancèrent un peu sur la ligne Nijné-Rastolnaia.

Les volontaires se défendirent opiniâtement. Pourtant les insurgés, venant de Dogouiss, s'emparèrent de Sotchi. Le 1 Février les volontaires attaquèrent pour se frayer un chemin sur Touapsé: ils s'éloignèrent à trois verstes de Sotchi et s'ouvrirent un chemin en combattant.

Les détachements des insurgés entrèrent à Sotchi à six heures du matin; ils furent rejoints par une sotnia de cosaques venant de Touapsé et par une compagnie du premier régiment de Chémakha. Au bout de deux heures, ils se remirent à la poursuite des volontaires et atteignirent „Loom“. Un détachement d'éclaireurs pénétra à Lazarevka. Les volontaires abandonnèrent tous leurs équipages y compris leurs automobiles légères et les camions. L'ordre se rétablit graduellement à Sotchi. A Adler et à Khosta, le calme complet est rétabli.

Les principales forces militaires dont dispose le Comité d'Affranchissement de la Mer Noire sont formées des contingents qui désertent l'armée volontaire.

Ce matin, à huit heures, un torpilleur anglais N° 78 a mouillé à Sotchi. Un major anglais est descendu à terre et a eu des pourparlers avec le Comité d'Affranchissement. Ce furent Voronovitch et Samarine qui parlèrent au nom du Comité.

Voici le résumé de l'entretien:

Question.—Les Russes ont-ils quitté Sotchi depuis longtemps?

R.—Ce ne sont pas les Russes qui ont quitté Sotchi, mais les volontaires; ceux-ci en furent chassés par les paysans de la Mer Noire à cause des violences auxquelles se livraient les volontaires par ordre du gouvernement de Dénikine.

Q.—Pouvez-vous exposer les événements de ces jours derniers?

R.—Lorsque les rebelles s'organisèrent dans le rayon d'Albini, de Krasnopoliansk et dans la zone neutre, on tint un conseil qui fut suivi d'un soulèvement organisé en règle. Le 28 Janvier, de grand matin, les insurgés descendirent des montagnes et attaquèrent les volontaires du côté de la zone neutre et d'Akhassitir. Au bout de six jours, toute la région était purgée de Volontaires.

Q.—Quelle part les Géorgiens prirent-ils à cette lutte?

R.—Ni l'armée ni la garde ne prirent aucune part à cette lutte.

Q.—Savez-vous si parmi les insurgés il y avait des Géorgiens?

R.—Nous avons deux détachements composés de géorgiens de Sotchi.

Q.—Avez-vous des officiers géorgiens?

R.—Oui, mais pris parmi les géorgiens locaux, et qui ne sont pas au service dans l'armée géorgienne.

Q.—Quel est votre programme politique et comment envisagez-vous la réunion du littoral de la Mer Noire à la Russie?

R.—Nous sommes prêts à nous réunir à la Russie, mais ni à celle de Dénikine ni à celle de Lénine.

Q.—Comment envisagez-vous la séparation de la Géorgie d'avec la Russie?

R.—Nous ne nous mêlons pas des affaires d'autrui, mais nous devons avouer, que, vu la situation, la Géorgie a justement agi.

Q.—Ne trouvez-vous pas que Gagri doit faire partie de votre territoire, puisque c'est le capital russe qui y a été dépensé?

R.—C'était aussi l'opinion de Dénikine. Nous sommes d'un autre avis; nous prenons en considération la composition de la population: dans le rayon de Gagri, vivent des Abkhases, des géorgiens et en partie des Russes.

Q.—Où étaient concentrées vos troupes?

R.—Dans les montagnes de la zone neutre.

Q.—Où les insurgés se sont-ils procuré des fusils et des cartouches?

R.—Nous avions au début 250 fusils et peu de cartouches qui étaient aux mains des paysans; maintenant nous avons 1000 fusils, 600,000 cartouches, 16 mitrailleuses, 3 canons, trois automobiles et deux canots automobiles.

Q.—Pouvez-vous établir un pouvoir et ramener le calme et l'ordre?

R.—En nous appuyant sur le consentement populaire, nous pouvons rétablir l'ordre.

Q.—Nous sommes prêts à reconnaître le fait acquis de cette évolution en Mer Noire et à ne pas nous mêler de vos affaires, à condition que vous nous donniez la garantie que la vie et les biens des prisonniers ne courent aucun risque; au cas contraire, nous serons obligés d'intervenir armes en mains.

R.—Nous avons donné cette garantie, mais à la condition que si Dénikine pénètre de nouveau dans la province de Sotchi, cette garantie perdra sa raison d'être.

Q.—Nous ne pensons pas que Dénikine revienne à Sotchi; nous demandons instamment que l'on nous garantisse l'inviolabilité de la vie et des biens des officiers prisonniers et des hommes d'origine étrangère?

R.—Nous tâcherons de remplir votre demande.

Q.—Quels sont vos rapports réciproques avec la Géorgie?

R.—Ce matin, de bonne heure, nous avons délégué notre représentant en Géorgie pour les prévenir de ce qui s'était passé ici et pour établir des relations amicales avec le gouvernement géorgien.

Q.—Quels sont vos rapports avec le Kouban?

R.—Nous sommes en pourparlers avec le groupe Makarenko pour conclure une alliance.

Après cet entretien, le torpilleur anglais s'éloigna dans la direction de Touapsé.

Dans les derniers combats les Volontaires eurent 80 morts; ils emportèrent leurs blessés. Les insurgés eurent 6 tués et 20 blessés. Ils prirent 1500 fusils, 500,000 cartouches, des camions, des équipements, une batterie et mille obus.

CAUCASE DU NORD.

Discussions entre les Communistes et les Turcs.

Au sujet de la lutte pour le pouvoir, des discussions sérieuses ont éclaté entre les Communistes et les Turcs, au Daghestan. Les deux partis déclarent ouvertement leur mécontentement réciproque.

Les Turcs qui travaillent parmi les Daghestaniens, sont opposés à la mise en pratique des idées communistes; quant aux communistes, ils sont moins occupés du front que „d'approfondir la révolution“ autrement dit, que d'ouvrir le front intérieur.

Le Conseil de la Défense de la république du Caucase du Nord à Lévachi, est entièrement absorbé par sa lutte avec l'armée volontaire, car par endroits les hostilités ne diminuent pas d'intensité.